



**Lundi 31 juillet 2023**

## **Le président de la République honore les meilleurs lauréats au baccalauréat et au BEM.**

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, dimanche au Palais du Peuple à Alger, la cérémonie de distinction des meilleurs lauréats aux examens du baccalauréat et du Brevet d'enseignement moyen -BEM- (session juin 2023), en leur remettant des médailles, des cadeaux et des récompenses financières.

La cérémonie de distinction s'est déroulée au Palais du Peuple, en présence de hauts responsables de l'Etat et des membres du Gouvernement ainsi que des familles des lauréats honorés.

Le Président de la République a honoré le meilleur lauréat au baccalauréat au niveau national, l'élève Benkeddache Mohamed Lamine du lycée du Colonel Ali Tounsi de la wilaya de Relizane, qui a obtenu une moyenne de 19,50/20 dans la filière sciences expérimentales, suivi de l'élève Daachi Oussama du lycée Mohamed Cherif Amokrane de Tizi N'bechar (w. Sétif), avec une moyenne de 19,32 obtenue dans la même filière, puis de l'élève Helal Imène Fatma-Zohra du

lycée Abdelmoumene de la wilaya de Saida qui a décroché la 3e place au niveau national, avec une moyenne de 19,32/20 dans la même filière.

Le Président Abdelmadjid Tebboune a également honoré l'élève Mohamed Lamine Chaouchi de la wilaya d'Alger, qui a obtenu son baccalauréat dans la filière des mathématiques avec une moyenne de 19,13, ainsi que l'élève Ines Sekfali dans la filière des mathématiques-techniques (Jijel), avec une moyenne de 19,12/20.



## **Poutine réussit un coup de maître sur l'échiquier africain Quelle place pour l'Algérie?**

Alger n'a pas la volonté d'être à l'avant-poste d'une nouvelle guerre froide qui se joue, ni d'être un poste avancé sur l'Europe.

L'image diffusée par les chaînes de télévision maghrébines et africaines montrant Aïmene Benabderrahmane, Premier ministre, assis à la droite du président Vladimir Poutine, se passe de tout commentaire; un message fort qui exprime les liens entre Alger et Moscou. C'est un privilège accordé au représentant du président Abdelmadjid Tebboune au Sommet Russie-Afrique et qui témoigne de la place qu'occupe l'Algérie auprès du patron du Kremlin. «C'est une preuve que l'Algérie occupe une place très importante dans les objectifs et les projets que se propose de réaliser la Russie dans le continent africain», commente Nour Nada, membre du conseil d'administration de la fondation russo-égyptienne pour la culture et la science.

### **Les Russes et les grands crus algériens**

«L'Algérie est une case incontournable en Afrique. Si on s'amuse à la situer sur l'échiquier de la Russie pour l'Afrique nous dirions sans risque de nous tromper que l'Algérie occupe la place de la Reine», complète Kamel Louadj, correspondant de Sputnik Afrique à Saint-Pétersbourg.

«Maintenant tout dépendra de la réactivité des responsables et des entreprises algériennes dans la concrétisation sur le terrain des nombreux projets que propose la Russie», tempère ce journaliste à l'énergie débordante qui a quitté Paris pour s'installer en Russie.

«L'Algérie a décidé de reconquérir sa place sur le marché russe», fait remarquer une journaliste d'Alg24 frappée par le rush de visiteurs russes devant le stand de la société Les Grands Crus de l'ouest algérien.

Du vin rouge, du vin blanc et du rosé ont fait remuer les palais des dégustateurs russes très friands de vin algérien. Abandonnée depuis des décennies, l'Algérie a décidé de se réapproprier la niche vinicole très pourvoyeuse en devises. Cette exposition aux côtés d'autres produits, est un signe de cette volonté d'aller à la conquête du marché russe et d'autres marchés africains. Contrairement à de nombreux autres pays africains, la présence de l'Algérie à ce Sommet a une particularité bien précise. Elle y est allée en quête de ressources érémitiques, elle en a et elle en revend. Elle ne s'est pas rendue à Saint-Pétersbourg pour chercher des ressources minérales, son sol en regorge, elle cherche des partenaires pour les exploiter. Elle ne s'est pas présentée pour demander du blé, elle en achète cash.

En allant à ce rendez-vous, elle ne souhaitait pas un effacement de dettes, car justement elle n'a pas de dettes. Mieux, c'est elle qui a effacé les dettes de 14 États africains et s'active en faveur du rééchelonnement des dettes d'autres États. Elle a alloué via l'Agence nationale de développement de la coopération internationale pour la solidarité et le développement, un budget de 1 milliard USD, aux projets de développement dans les États africains. Enfin, en participant à ce deuxième Sommet, l'Algérie ne quémandait pas mais elle cherchait des partenariats gagnant-gagnant ce qui concorde exactement avec l'esprit même du deal de Saint-Pétersbourg. Maintenant que Moscou a affiché une intention sincère de développer ses relations avec les pays africains, en stimulant le commerce, les investissements, l'Algérie a décidé d'y aller pour engranger le maximum de dividendes. Dans une allocution lue en son nom par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, lors d'une séance ayant regroupé des chefs d'État et de gouvernement, présidée par Vladimir Poutine, le président Tebboune a indiqué que l'Algérie aspirait à un «partenariat afro-russe fort et mutuellement bénéfique, à même de permettre la réalisation des aspirations et attentes de nos peuples à davantage de progrès et de développement, et l'émergence d'un ordre mondial juste, basé sur le respect des principes du droit international et du multilatéralisme».

**La realpolitik comme ligne de conduite**  
À cet égard, le président de la République a souligné que l'Algérie misait, dans ses démarches de développement, sur les relations de coopération avec ses partenaires étrangers, dont la Russie, «partenaire stratégique», l'Algérie étant le deuxième plus grand partenaire commercial de la Russie dans le continent africain.

N'obéissant à aucune chapelle, entièrement souveraine dans ses décisions, l'Algérie fait de la realpolitik une nécessité de son action diplomatique. C'est dans ce sillage que le président Tebboune a entamé un périple qui l'a mené à Moscou, Pékin, Ankara et Doha. Mais s'afficher aux côtés de Xi Jinping, Poutine et Erdogan, ne signifie pas que Tebboune tourne le dos à l'Occident. Les principaux clients en énergie de l'Algérie sont la France, l'Italie et l'Espagne.

Il y a quelques jours, le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, a reçu de la part de son homologue américain, le secrétaire d'État Antony Blinken, une lettre l'invitant à effectuer une visite de travail à Washington «dans les délais les plus rapprochés que permettraient les engagements respectifs des deux parties». Le non-alignement est notre politique», insiste le président Abdelmadjid Tebboune. Alger n'a pas la volonté d'être à l'avant-poste d'une nouvelle guerre froide qui se joue, ni d'être un poste avancé sur l'Europe. Elle veut être un partenaire fiable et souverain dans ses décisions.



## **La visite du président de la République en Chine, "un succès à tous les niveaux" .**

L'ambassadeur de la République populaire de Chine en Algérie, Li Jian a affirmé, dimanche, que la visite d'Etat effectuée par le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, récemment en Chine, s'est soldée par "un succès à tous les niveaux", à même de renforcer davantage la profondeur des relations d'amitié et de coopération entre les deux pays.

S'exprimant lors d'une conférence de presse au siège de l'ambassade de Chine à Alger, le diplomate a indiqué que la visite du Président Tebboune en Chine était "historique, réussie à tous les niveaux et permettra d'approfondir les relations d'amitié solides et de coopération entre les deux pays".

"Plusieurs mégaprojets seront réalisés à l'avenir entre l'Algérie et la Chine, notamment en matière d'infrastructures", a-t-il ajouté.

Après avoir rappelé l'accueil chaleureux qui a été réservé au président de la République en Chine, M. Li Jian a souligné l'importance des entretiens entre le Président Tebboune et son homologue chinois, Xi Jinping, lesquels avaient permis de passer en revue les différentes questions régionales et internationales d'intérêt commun.

Il a affirmé, dans ce contexte, que les deux Présidents avaient souligné l'importance de "trouver des solutions politiques et pacifiques à la question palestinienne, ainsi qu'à la situation prévalant au Yémen, en Syrie, au Mali et au Soudan".

L'ambassadeur chinois a indiqué que "la position de son pays vis-à-vis de la question sahraouie, soutenant les efforts des Nations unies pour trouver une solution pacifique et juste à cette question, n'a pas changé, comme mentionné dans le communiqué commun sanctionnant la visite du Président Tebboune en Chine".

Après l'élection de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, "les deux ministères des Affaires étrangères des deux pays intensifieront leur coopération pour instaurer la paix dans le monde", a-t-il ajouté.

A l'occasion de cette conférence, l'ambassadeur chinois a réitéré le soutien de son pays à l'adhésion de l'Algérie au groupe des "BRICS", saluant le progrès réalisé par l'Algérie, récemment, sous la direction du Président Tebboune.



### **Visites d'Etat du président de la République : De nouvelles alliances économiques scellées.**

Le renforcement du partenariat économique en ligne de mireL'Algérie, qui a lancé le chantier de la transformation de son économie à même de faire d'elle une économie productive et de moins en moins dépendante des hydrocarbures, veut aussi sceller de nouvelles alliances économiques.

Des partenaires ont exprimé leur volonté d'accompagner l'Algérie dans cette démarche de diversification économique. C'est dans cette optique que s'inscrivent des derniers déplacements du président de la République à l'étranger, à savoir en Russie, en Chine, en Turquie et au Qatar.

Si l'occasion était de réaffirmer les convergences politiques de l'Algérie avec ces pays, les questions économiques étaient au cœur de ces visites d'Etat qui ont mené le président de la République à Moscou, Pékin, Ankara et Doha. C'est à partir de la Fédération de Russie qu'a entamé le président de la République Abdelmadjid Tebboune ces visites d'Etat, après celles effectuées au Portugal et en Italie.

Le 13 juin dernier, il s'est en effet rendu en Russie pour une visite d'Etat de trois jours, à l'invitation de son homologue Vladimir Poutine. Ce déplacement

s'inscrit « dans le cadre du renforcement de la coopération entre les deux pays amis ».

La question du renforcement de la coopération économique a primé lors de cette visite. Le chef d'Etat avait affirmé à l'ouverture du Forum économique algéro-russe, auquel ont pris part 70 opérateurs économiques algériens et 200 hommes d'affaires russes, que « nos deux pays pourront nouer un partenariat stratégique ».

L'occasion était surtout d'identifier les opportunités d'investissement. Du côté russe, la place qu'occupe l'Algérie en tant que partenaire clé pour le pays en Afrique a été mise en avant. Le renforcement et la diversification des échanges commerciaux ont aussi été évoqués. Cette visite d'Etat s'est soldée par la signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays, et ce dans divers domaines.

C'est en Chine que Abdelmadjid Tebboune s'est par la suite envolé, en passant par le Qatar. La Chine étant un partenaire historique de l'Algérie, le déplacement dans ce pays, l'une des principales puissances économiques mondiales, avait pour objectif principal le renforcement de la coopération économique entre les deux pays amis. L'Algérie cherche surtout à tirer parti de cette relation pour stimuler sa propre économie.

Le Forum d'affaires algéro-chinois a ainsi permis d'explorer les nouvelles opportunités de partenariat. Lors de ce rendez-vous, qui a vu la participation de plusieurs responsables d'entreprises et de groupes économiques nationaux, le président de la République a affirmé que « la voie est ouverte en Algérie devant les hommes d'affaires chinois pour le partenariat et l'investissement dans tous les secteurs », exprimant le souhait de voir « les relations algéro-chinoises se renforcer et se consolider davantage ».

Ainsi, la Chine, fortement présente en Algérie, devrait encore renforcer sa présence, d'autant qu'elle prévoit d'y investir un montant de 36 milliards de dollars. Elle a, en outre, exprimé sa volonté d'ouvrir son marché pour les produits algériens hors hydrocarbures.

Avec la Turquie, pays étranger avec le plus grand nombre d'entreprises présentes en Algérie, le pays veut également hisser les relations économiques à des niveaux supérieurs par le lancement de nouveaux investissements pour ainsi porter le volume d'investissements, estimé à 6 milliards de dollars actuellement, à 10 milliards de dollars à moyen terme.

C'est dans ce sens que les deux Présidents ont convenu d'ouvrir le champ des investissements à de nouveaux domaines, signant ainsi une nouvelle étape dans

les relations entre les deux pays. L'ambition de faire doubler la valeur des échanges commerciaux a par ailleurs été exprimée.



**Brahim Guendouzi, professeur d'économie et de commerce, au Jeune Indépendant : «C'est la diplomatie économique qui est mise en œuvre»**

Le président de la République a visité quatre pays en deux mois. Il a rencontré ses homologues de Russie, de Chine, de Turquie ainsi que l'Emir du Qatar. Les questions économiques et le renforcement de la coopération bilatérale ont dominé les discussions, en sus de la tenue de forums d'affaires.

Dans cet entretien, le professeur d'économie et de commerce, Brahim Guendouzi explique cette démarche de l'Algérie, ses perspectives ainsi que les opportunités d'investissement et d'exportation qui s'offrent au pays.

**Le Jeune Indépendant : *Peut-on qualifier les visites du Président dans quatre pays en deux mois, où le volet économique a prédominé, de démarche « offensive » de l'Algérie qui veut diversifier ses alliances économiques ?***

**Brahim Guendouzi :** Les visites que le président de la République a effectuées, que ce soit en Méditerranée, avec l'Italie, le Portugal et récemment la Turquie, ou encore en Russie, en Chine et au Qatar, visent toutes à approfondir les relations économiques, du fait de l'excellence des relations politiques qui les caractérisent.

Il faut ajouter à cela l'existence d'accords de partenariat stratégique qui lient l'ensemble de ces pays avec l'Algérie, reflétant la volonté de leurs dirigeants de continuer à travailler sur les principaux dossiers en relation avec notre pays. Aussi, et au vu de l'ensemble des accords économiques signés, il ressort effectivement une volonté de diversifier les échanges entre partenaires en leur imprimant un cachet bilatéral fort. Il s'agit d'ailleurs d'une certaine dimension de la diplomatie économique qui est mise en œuvre pour concrétiser les principaux choix de l'Algérie visant essentiellement à densifier son tissu économique et à le diversifier.

***Selon vous, est-ce une nouvelle étape de coopération économique que vient de franchir l'Algérie, notamment avec la Chine et la Turquie, et surtout que ces***



***deux pays ont exprimé leur volonté d'accroître leurs investissements dans notre pays ?***

Sur le plan des échanges commerciaux, la Chine et la Turquie figurent parmi les principaux fournisseurs de l'Algérie, occupant respectivement le premier et le cinquième rang parmi tous les fournisseurs. Ils sont à un moindre degré clients. Mieux encore, ces deux pays sont ceux qui ont le plus investi dans l'économie algérienne en dehors du secteur des hydrocarbures. En effet, plusieurs sociétés chinoises et turques sont présentes sur le marché algérien. Elles le sont dans le domaine des réalisations, notamment dans le BTPH, et elles ont en charge de nombreux projets à travers le territoire national. Dans l'industrie manufacturière, des entreprises chinoises et turques ont marqué leur présence grâce à des partenariats réussis.

***Quels sont les domaines qui offrent le plus d'opportunités d'investissement et qui seront surtout bénéfiques pour l'économie algérienne qui est en pleine transformation ?***

D'ores et déjà, plusieurs secteurs d'activités sont identifiés comme étant sources de croissance économique. Il s'agit du secteur minier avec deux grands pôles que sont le gisement de Gara Djebilet pour l'exploitation du minerai de fer et sa transformation en acier, le gisement de phosphate de Bled El-Hadba dans la région de Tébessa, et la transformation chimique des phosphates ainsi que la production des engrais phosphatés destinés essentiellement à l'exportation. Ensuite, les énergies renouvelables représentent un potentiel sur lequel l'Algérie compte améliorer son mix énergétique ; elles nécessitent un effort d'investissement compte tenu de l'important programme de 15 000 MW à réaliser à l'horizon 2035.

L'investissement dans l'agriculture et la sécurité alimentaire représente également un objectif de premier ordre dans la politique économique du pays. Il en est de même pour l'industrie manufacturière à travers laquelle plusieurs partenariats existent déjà, avec des retombées très positives sur l'économie nationale, et d'autres à venir en fonction de la nouvelle stratégie de diversification de l'économie nationale.

D'ailleurs, le président chinois Xi Jinping a exprimé la volonté de son pays d'implanter l'une des plus grandes usines de batteries au lithium en Algérie. Enfin, le secteur des infrastructures n'est pas en reste puisque la Chine s'est engagée dans la réalisation du grand port d'El-Hamdania au centre du pays, l'extension du port d'Annaba et la réalisation de plusieurs lignes ferroviaires destinées à servir les grands sites miniers.



***Il est aussi question de l'ouverture du marché chinois aux produits algériens hors hydrocarbures qu'on pourra éventuellement exporter vers ce pays. Quels sont, selon vous, les produits qu'on peut placer sur ce marché asiatique ?***

Dans la structure par produits des exportations hors hydrocarbures, on peut distinguer les solvants (naphta et méthanol) produits par Sonatrach, les fertilisants (engrais azotés, urée et ammoniac), des produits sidérurgiques ou encore des produits agricoles spécifiques au terroir algérien. Malheureusement, l'offre de produits à l'export est peu diversifiée et il n'existe pas un effet de taille susceptible de cadrer avec les besoins de la Chine. Toutefois, des potentialités sont à exploiter sur le moyen terme avec un effort de prospection d'une part et une adaptation des produits aux spécificités du marché chinois d'autre part.

***Les entreprises algériennes sont-elles suffisamment outillées à l'export, surtout qu'un accompagnement leur sera accordé par les pouvoirs publics ?***

Il existe une dizaine de grandes entreprises qui réalisent près de 70 % du montant des exportations hors hydrocarbures, ayant des moyens adéquats et qui sont bien structurées. Elles disposent notamment d'un service export qui leur permet de se placer indirectement dans des chaînes de valeur mondiale ou régionale.

Sinon, la grande majorité des entreprises exportatrices sont des PME qui présentent des handicaps à devenir compétitives à l'international car ne maîtrisant pas tous les maillons de la chaîne et, surtout, avec une prise de risque élevée. Aussi, les entreprises orientées export ont besoin d'un accompagnement de la part des institutions spécialisées.

Elles doivent également adapter leurs produits aux exigences des marchés extérieurs. A ce titre, un arrêté interministériel existe, fixant la liste des dépenses engagées, les taux de remboursement et les conditions d'octroi de la subvention dans le cadre de la contribution de l'Etat à la promotion des exportations.

**Li Jian, ambassadeur de Chine en Algérie : «La visite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en Chine est une réussite totale sur tous les plans».**

«La visite du président de la République algérienne, Abdelmadjid Tebboune est une réussite totale sur tous les plans», c'est ce qu'a affirmé l'ambassadeur de Chine en Algérie lors de la conférence de presse organisée par sa représentation diplomatique à l'occasion de la visite du président de la République effectuée en Chine du 17 au 21 juillet, à l'invitation du Président chinois XI Jinping.

Pour M. Li Jian, cette visite s'inscrit dans le prolongement de la belle tradition entre la Chine et l'Algérie depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 65 ans, à savoir que les deux pays ont toujours partagé les bons et les mauvais moments, et fait preuve de solidarité, de compréhension et de soutien mutuels. Il a indiqué que les deux Présidents ont mené des dialogues «sincères, chaleureux et fructueux sur l'amitié traditionnelle et la coopération entre les peuples», ce qui a permis, selon lui, de «fixer le cap, d'élaborer un plan et de donner un nouvel élan au développement prochain du partenariat stratégique global entre la Chine et l'Algérie, reflétant pleinement le caractère continu, stable et prometteur des relations bilatérales». Il a affirmé à l'occasion que la confiance mutuelle politique et la coopération stratégique entre la Chine et l'Algérie sont devenues plus solides. Le diplomate chinois a souligné qu'au cours des entretiens du Président XI Jinping et d'autres dirigeants chinois avec le Président Tebboune, la partie chinoise a utilisé des mots marquants pour décrire les relations entre les deux pays comme «des amis sincères et des partenaires naturels», «de bons amis jouissant d'une grande confiance mutuelle, de bons partenaires de la coopération sincère et de bons frères solidaires», et une amitié «qui repose sur la confiance et la solidarité à toute épreuve». «Le Président Tebboune, quant à lui, a confié que «la Chine est l'ami et le partenaire le plus important de l'Algérie» et que les deux pays «sont des camarades intimes dans la même tranchée», a-t-il ajouté. Relations Fortes et historiques C'est une rétrospective et une réaffirmation des relations historiques et amicales entre les deux pays, c'est aussi un engagement à promouvoir fermement le développement des relations bilatérales pour l'étape prochaine, a estimé le conférencier. La déclaration conjointe publiée par les

deux pays, un document hautement politique, orienteur et stratégique, constitue le fruit politique le plus global et le plus important qui réunit les consensus des deux pays dans tous les aspects, précise le même interlocuteur. Les positions et attitudes des deux parties sur les relations politique, économique et commerciale, les coopérations bilatérale et multilatérale, les dossiers internationaux et régionaux y sont clairement et complètement formulés, et les deux pays sont parvenus à un consensus important sur plusieurs questions majeures, a-t-il estimé. Citant comme exemple, en ce qui concerne le développement du pays, que la Chine apprécie les grandes réalisations de l'Algérie en matière de développement national et dans le cadre de la vision de l'Algérie nouvelle du Président Abdelmadjid Tebboune, alors que l'Algérie salue les réalisations accomplies, ces dernières années, en matière de développement socioéconomique en Chine, sous la direction du Président XI Jinping. Au sujet de la question de l'adhésion de l'Algérie aux BRICS qui préoccupe, la Chine salue la volonté positive de l'Algérie d'adhérer à ce groupe et affirme soutenir ses efforts pour atteindre cet objectif, a-t-il lancé. En ce qui concerne les questions internationales et régionales majeures, l'ambassadeur a précisé que la Chine et l'Algérie se soutiennent mutuellement sur les rôles joués et les initiatives lancées par les deux parties, réaffirment la large convergence de vue des deux pays frères pour trouver des solutions politiques et pacifiques aux questions du Sahara occidental, de la Palestine, du Soudan, de la Libye, du Mali, du Yémen et de la Syrie. Ce qui, selon lui, témoigne profondément d'une compréhension commune et une synergie entre les deux pays dans la promotion de l'union du monde arabe et dans la réalisation de la paix et de la stabilité dans le continent africain. Des perspectives plus vastes Outre l'accueil unique, chaleureux et exceptionnel réservé au Président Tebboune, la coopération économique était également au centre de la rencontre entre les deux parties. «La coopération économique et commerciale entre la Chine et l'Algérie a des perspectives plus vastes», a souligné M. Li Jian qui, selon lui, cette visite a été «couronnée de fruits économiques et commerciaux d'une ampleur sans précédent». Pour lui, les deux parties ont consolidé leur intention de coopérer et ont convenu de réaliser une synergie de leurs stratégies de développement de manière globale. Le Président Tebboune affirme que l'Algérie est disposée à s'inspirer de l'expérience de développement de la Chine, et à approfondir davantage la coopération avec la Chine, espérant que la Chine fournira un soutien technologique, matériel et financier pour la construction de l'Algérie nouvelle. En réponse au président de la République, l'ambassadeur a affirmé

que «la Chine continuera à fournir une assistance à l'Algérie en fonction de ses capacités afin de soutenir le développement économique et social de l'Algérie», précisant que «la Chine importera davantage de produits de qualité de l'Algérie et encouragera et soutiendra les entreprises chinoises dans l'exploration de nouvelles opportunités de coopération économique et commerciale en Algérie». Il a également rappelé que les deux Présidents ont assisté à la signature de 19 documents de coopération bilatérale, ont convenu d'élargir la coopération dans des domaines traditionnels tels que les infrastructures, la pétrochimie, l'exploitation minière et l'agriculture, jusqu'à de nouveaux domaines de hautes technologies tels que l'aérospatiale, l'énergie nucléaire, les technologies de l'information et de la communication et les énergies renouvelables, afin de former de nouveaux moteurs de croissance pour la coopération bilatérale. Côté investissements, le conférencier a déclaré que le modèle de coopération économique et commerciale s'est perfectionné, et l'augmentation des investissements chinois en Algérie deviendra un moyen important de coopération entre les deux pays. Augmenter le volume des investissements Il a affirmé, à l'occasion, que les deux parties ont clairement exprimé «leur volonté d'augmenter le volume des investissements de qualité chinois, à la faveur des multiples avantages qu'offre la nouvelle loi de l'investissement en Algérie, et de créer ensemble un environnement d'investissement favorable, incitatif, idoine et encourageant». Cette visite, ajoutera le diplomate chinois, donnera sans aucun doute un nouvel élan à la coopération économique et commerciale entre les deux pays, renforcera la confiance des entreprises chinoises pour investir en Algérie, et les perspectives de la coopération économique et commerciale entre les deux pays sont devenues plus prometteuses. Ce qui est certain, c'est que la coopération locale et le partenariat entre les entreprises de la Chine et de l'Algérie seront plus étroits, assure l'ambassadeur de la Chine en Algérie. Evoquant la visite technologique de la Chine, Shenzhen, Abdelmadjid Tebboune a visité BYD et Huawei, deux entreprises chinoises de classe mondiale dans le domaine de la haute technologie. Il a souligné que le Président algérien a pu constater la vigueur et la vitalité de Shenzhen qui est une miniature de la réforme et de l'ouverture sur l'extérieur de la Chine, et s'est étonné du développement de cette ville qui est passée en 40 ans d'un petit village de pêcheurs comptant seulement 30 mille habitants à une métropole internationale innovante de près de 20 millions d'habitants. Il a précisé que le Président Tebboune a déclaré ce qui suit : «Il n'est pas facile pour le peuple d'un quelconque pays de réaliser un tel développement en une courte période de 40

ans. C'est en effet un miracle pour Shenzhen.» Au siège de BYD, le premier constructeur mondial de véhicules électriques, le Président Tebboune a découvert la technologie avancée de BYD en matière de fabrication de véhicules électriques et s'est intéressé à l'évolution de l'industrie chinoise des véhicules électriques, a expliqué le diplomate chinois. Au cours de sa visite, il a répété à plusieurs reprises qu' «il espérerait bien l'entrée de véhicules BYD en Algérie, qu'il attendait avec impatience que BYD crée des usines en Algérie pour construire des voitures et que l'Algérie pourrait être une tête de pont pour l'entrée de BYD sur les marchés africain et européen». Au siège de Huawei, le plus grand fabricant mondial d'équipements de télécommunications, le Président Tebboune a eu une conversation cordiale et approfondie avec M. REN Zhengfei, fondateur de Huawei, et a eu une idée comment Huawei a fait avancer la transformation industrielle de l'entreprise pour parvenir à un développement durable dans un environnement externe compliqué et sévère de sanctions déraisonnables par les États-Unis et d'autres pays occidentaux. M. Li JIAN a indiqué que les deux parties ont convenu d'accroître la coopération locale et d'envisager de réaliser des opérations jumelages entre les villes chinoises et algériennes. «La Chine est disposée à aider l'Algérie à réaliser la modernisation en profitant de l'innovation de la ville de Shenzhen, et à accroître la coopération et les échanges entre les deux parties sur la fabrication de véhicules électriques, l'économie numérique, le transfert technologique, la formation d'ingénieurs et l'interaction entre les jeunes, pour améliorer continuellement le niveau de la coopération entre les villes des deux côtés», a-t-il conclu.



### **Capital hybride: la BAD sur le toit du monde**

La Banque africaine de développement a annoncé avoir reçu une reconnaissance mondiale pour sa première émission de capital hybride, positionnant la Banque comme un pionnier du financement durable innovant. «S&P Global Ratings a attribué la note AA à la première transaction, la note la plus élevée pour un capital hybride. L'émission proposée serait la première jamais réalisée par une banque multilatérale de développement», a-t-elle précisé dans un communiqué publié sur son site web. Le capital hybride aura un effet multiplicateur sur le financement de la Banque et permettra l'émission d'obligations vertes, sociales et

durables supplémentaires pour financer des projets ciblant certains des défis de développement les plus critiques du continent, notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et aux services de santé, ainsi que les changements climatiques, a expliqué la banque.



### **Western Union n'existe plus en Algérie.**

Algérie poste a arrêté, sans préavis, et ce, dans l'ensemble de ses centres postaux la commercialisation de ce service «Western Union» qui permet d'envoyer des devises en Algérie à partir de l'étranger. Cette décision a surpris les clients en sachant qu'envoyer de l'argent à ses proches restés en Algérie est une nécessité pour beaucoup de ressortissants algériens à l'étranger. Le bénéficiaire reçoit l'équivalent de l'argent transféré en dinar algérien en contrepartie du paiement par l'expéditeur du frais de transfert et d'une petite marge prise sur le taux de change. La suspension de ce service pousse les clients à recourir au marché parallèle. Notons que la banque française Société générale avait arrêté la commercialisation dudit service dans l'ensemble de ses agences à partir de février 2020. De son côté BNP Paribas n'assure plus ce service.



### **Afrique: La BAD reçoit une reconnaissance mondiale pour sa première émission de capital hybride**



La Banque africaine de développement a annoncé avoir reçu une reconnaissance mondiale pour sa première émission de capital hybride, positionnant la Banque comme un pionnier du financement durable innovant. «S&P Global Ratings a attribué la note AA à la première transaction, la note la plus élevée pour un capital hybride. L'émission proposée serait la première jamais réalisée par une banque multilatérale de développement», a-t-elle précisé dans un communiqué publié sur son site web. Le capital hybride aura un effet multiplicateur sur le financement de la Banque et permettra l'émission d'obligations vertes, sociales et durables supplémentaires pour financer des projets ciblant certains des défis de développement les plus critiques du continent, notamment la sécurité alimentaire, l'accès à l'eau et aux services de santé, ainsi que les changements climatiques, a expliqué la banque. Cité dans le communiqué, le président de la BAD, Akinwumi Adesina, a déclaré que les banques multilatérales de développement mondiales et régionales sont appelées à modifier leurs modèles d'entreprise pour mobiliser davantage de financements à grande échelle, afin de lutter contre les changements climatiques et d'accélérer le développement. «La Banque africaine de développement est pionnière en matière d'innovations financières. Notre décision d'émettre du capital hybride nous permettra de mobiliser davantage de financements sur les marchés de capitaux afin de renforcer l'accélération de la croissance et du développement de l'Afrique», a-t-il ajouté. M. Adesina s'est dit ravi de cette réalisation historique de la BAD, soulignant : «Nous continuerons de répondre et de jouer un rôle de premier plan en matière d'innovations financières, face à la nécessité de mobiliser davantage de financements, conformément aux appels mondiaux à réformer l'architecture financière mondiale», selon le communiqué. Selon S&P, «la BAD serait, à notre



connaissance, la première institution multilatérale de financement à incorporer du capital hybride dans sa structure de capitale», ajoute le communiqué. L'initiative de la Banque en matière de capital hybride a attiré l'attention du monde entier, notamment celle du groupe d'experts du G20 sur l'adéquation des fonds propres, qui a recommandé que d'autres banques multilatérales de développement explorent également les instruments de capital hybride, souligne la BAD.

«Le capital hybride est une combinaison de dette et de capitaux propres, qui complète plutôt qu'elle ne remplace ces deux sources de financement», explique la Banque. Il s'agit d'un instrument de financement bien établi, largement utilisé par les entreprises, les institutions financières, les compagnies d'assurance et les agences, mais qui n'a pas encore été utilisé par les banques multilatérales de développement, a-t-elle encore expliqué.



### **Pour le 2e trimestre 2023: «Croissance exceptionnelle» du chiffre d'affaires de Djazzy**

Les revenus de Djazzy ont augmenté de 11%, selon un communiqué de l'opérateur annonçant ses résultats financiers, au deuxième trimestre 2023.

« Djazzy a le plaisir d'annoncer ses résultats d'exploitation opérationnels comptant pour le deuxième trimestre 2023 ponctués par une croissance exceptionnelle du chiffre d'affaires, une année après le rachat par le FNI-Fonds National d'Investissement de la quasi-totalité des actions de l'entreprise et la mise en place d'une nouvelle équipe totalement algérienne », lit-on dans le communiqué de l'opérateur mobile. Le document précise que « Djazzy a enregistré 25,2 milliards de dinars de revenus, en hausse de 11 %, par rapport à la même période en 2022, et une «augmentation de 5,5%, par rapport au 1er trimestre de l'année en cours ».

«Cette performance remarquable, jamais réalisée durant la dernière décennie, est le fruit de l'engagement de l'actionnaire aux côtés de l'équipe de Direction et le renforcement de l'esprit d'appartenance de l'ensemble des employés pour la réalisation des objectifs tracés par l'entreprise », note le communiqué. Concernant le nombre d'abonnés, il a connu également une « augmentation annuelle de 4,2% », ce qui correspond à « 15 millions de clients ». Ce qui, ajoute le communiqué, « témoigne de la confiance qu'accordent les Algériens aux

services et les offres commerciales ainsi qu'au réseau 3G/4G, dont le taux de couverture ne cesse d'évoluer d'année en année ». Cette hausse du nombre de clients s'est également accompagnée d'une « évolution de l'usage de la Data de plus de 30% soulignant ainsi la qualité du débit et de la connectivité du réseau Internet de Djezzy ». Autre élément en croissance dans ce bilan financier de Djezzy, au deuxième trimestre 2023, le « bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement » (EBIDTA) qui s'est établi à « 11,5 milliards de dinars, en hausse annuelle de 13,1 %, par rapport au deuxième trimestre de l'année 2022, confirmant la bonne performance de l'entreprise, tant en termes de croissance des revenus que de strict contrôle des dépenses opérationnelles », selon le communiqué. L'opérateur annonce également un montant des investissements de « 6,4 milliards de dinars » durant la même période, « totalisant 13,9 milliards de dinars depuis le début de l'année 2023 ». Ces investissements ont « permis de renforcer l'infrastructure réseau et d'étendre la couverture 4G qui a atteint un taux de 82,9%, gagnant plus de 10 points par rapport à la même période en 2022 », explique la même source. « Les investissements ont également permis d'étendre le réseau commercial à travers l'ouverture de nouvelles boutiques dans les wilayas du Sud dont les inaugurations ont coïncidé avec la célébration de la fête de l'Indépendance et de la Jeunesse, en présence des représentants du FNI et des Autorités locales de Timimoun, El M'Ghair, Menea, Ouled Djellal, Beni Abbès, In-Guezzam, Bordj Badji-Mokhtar, In-Salah, Djanet et Illizi ». Le communiqué rappelle également le lancement de plusieurs « opérations de solidarité » engagées durant le deuxième trimestre 2023, notamment pendant le mois de Ramadhan où des repas ont été servis « tout au long du mois sacré au profit des personnes nécessiteuses » et ce « en partenariat avec le Croissant Rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA), à travers plusieurs wilayas du pays ».



### **Selon un expert en relations internationales: «La nouvelle Algérie dérange»**

Selon Badis Khenissa, président de la Commission coopération et de la communauté nationale à l'étranger au sein de l'Observatoire national de la société civile, qui était hier l'invité de la radio nationale Chaîne 3, «la nouvelle Algérie dérange».

«Elle dérange parce qu'elle a renoué avec l'espoir», qu'elle «est en train de mener un redéploiement diplomatique au niveau du continent africain et sur l'échiquier international», et qu'elle a su «être un acteur majeur par le travail de fond de sa diplomatie qu'on peut qualifier de diplomatie bienveillante, altruiste

et pragmatique». «Certains Etats ont du mal à assimiler, encore moins à se conformer, à l'émergence de l'Algérie. Ils devraient, parce que c'est exactement ce qui devrait se passer dans les années et les décennies à venir. Parce que l'Algérie entend bien faire entendre sa voix et celle des peuples qu'elle représente, parce qu'elle est consciente de cette responsabilité qui lui incombe au sein du Conseil de sécurité, mais également au sein de l'Afrique. Parce qu'il faut rappeler que l'Algérie a fait rempart de cette tentative de hold-up de l'entité sioniste au sein de l'Union africaine», affirme l'expert en relations internationales. Pour M. Khenissa, «l'Algérie a cette prise de conscience de cette action factuelle dont l'équation qui entend aujourd'hui s'inscrire et pérenniser son action politique et géostratégique». «Donc, oui, la France peut être animée par ce néocolonialisme qui lui colle à la peau, et qu'elle a du mal à s'en découdre. Elle a du mal à considérer que l'Algérie est devenue un acteur majeur et la porte de l'Afrique. Elle est devenue le porte-voix des sans voix. Donc, beaucoup d'agrégats d'actions de l'Algérie qui dérangent en premier lieu la France», affirme encore l'intervenant. Interrogé sur le «bras médiatique France 24», l'intervenant affirme : «Quand la France évoque ce recul en Afrique, elle l'évoque sous la houlette de la francophonie, mais c'est un recul politique. N'empêche que ce recul a été prémédité par l'attitude hautaine et condescendante de la France au regard de ces peuples africains qui sont spoliés depuis des décennies, voire des siècles, de leur droit au développement et de vivre dignement». Interrogé aussi sur l'attitude de la France vis-à-vis des médias russes, depuis le début de la crise de l'Ukraine, M. Khenissa relève «une incohérence» à se considérer comme «le berceau des droits de l'homme» et «cette attitude de la France qui est complètement à l'opposé».



### **Agence d'appui et de développement de l'entrepreneuriat : Repartir sur de bonnes bases.**

Le ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises poursuit l'opération d'assainissement de la situation de l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (Anade). Celle-ci avait traversé une période de gestion anarchique des dossiers des porteurs de projets et des jeunes entrepreneurs.

Cette remise à l'ordre vise à faire de l'Anade un dispositif fonctionnant selon une logique économique loin de l'assistanat et profitable à l'ensemble des

porteurs de projets habilités à bénéficier de son financement, qu'ils soient des diplômés universitaires ou de la formation professionnelle. «L'Agence connaît en ce moment une période de restructuration tout comme l'ensemble de l'écosystème des micro-entreprises. Ainsi, le ministère de l'Economie de la connaissance opte, sur instructions des hautes autorités du pays, pour une approche économique au lieu de celle sociale pour l'accompagnement des jeunes porteurs de projets», affirme une source du ministère. Et de préciser : «Il s'agit de revoir les dispositifs de financement, car l'octroi des crédits se faisait auparavant de manière anarchique et non étudiée. On s'est retrouvé face à des bénéficiaires qui ne sont pas aptes à se lancer dans l'entrepreneuriat, ce qui a créé un climat de corruption.» Pour parer à une telle situation, le ministre des Micro-entreprises, Yacine El Mahdi Oualid, avait proposé un plan de transformation de l'Agence en un dispositif économique.

### **Près de 60% des projets sont fictifs**

«Il s'est avéré que 60% des projets ayant été financés par l'Anade sont fictifs en plus de pseudos fournisseurs impliqués dans la dilapidation des deniers publics», dénonce la même source, soulignant l'urgence de stopper cette «saignée». En ce sens, l'interlocuteur relève que le ministère a tenu à éclairer l'opinion publique sur la situation de l'Anade à travers la diffusion de plusieurs communiqués.

«Il faut commencer par mettre de l'ordre dans l'Agence et la relancer sur de bonnes bases. Il va falloir aussi mettre en place des critères économiques devant régir le financement des projets et inciter les jeunes à s'y lancer en partant d'une vision réaliste. D'où l'impératif de réévaluer les projets proposés et le profil des futurs entrepreneurs», indique-t-on.

En somme, c'est une période de réorganisation du paysage national des micro-entreprises qui devrait passer de la quantité à l'esprit qualitatif.

Et pour éviter le blocage de l'Anade, le ministre de l'Economie de la connaissance avait annoncé, en juin dernier, de nouvelles mesures au profit des micro-entreprises en coordination avec le département de l'Enseignement supérieur. Il s'agit, ajoute-t-on, de la promulgation des nouveaux textes réglementaires visant à moderniser ce dispositif. En ce sens, l'on entend augmenter le nombre des micro-entreprises à 25 entités par 1.000 habitants à 45 entités avec la perspective de créer 100.000 postes d'emploi. De même, l'Agence adoptera désormais un barème d'évaluation des projets ouvrant droit à un financement ainsi que la sélection des projets éligibles.

## **Former les futurs entrepreneurs**

Et pour accompagner ce renouveau, le ministère de l'Enseignement supérieur a procédé à la transformation des 84 maisons d'entrepreneuriat, à l'échelle nationale, en centres d'entrepreneuriat. «L'objectif est de former un futur entrepreneur doté de toutes les compétences nécessaires et être en mesure de gérer son projet», insiste la même source.

Ces éclairages du ministère de l'Economie de la connaissance viennent en réaction au constat brossé par le président du Centre algérien pour la prospective économique et le développement de l'investissement et de l'entrepreneuriat(Cefide), Akrem Zidi, faisant état d'un blocage au sein de l'Anade.

«L'Algérie a entrepris des réformes profondes qui se déclinent en deux volets. D'abord, l'amélioration du climat de l'investissement à travers la révision de la loi sur l'investissement, puis la mise sur pied de l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement», indique Zidi. Le deuxième volet, ajoute-t-il, consiste en la relance de l'entrepreneuriat à partir de 2020 à travers la création d'un fonds dédié au financement des start-up et un accélérateur public. «Nous avons pu rattraper le retard accusé dans ce domaine et reconstituer le tissu économique national. Cela d'autant plus que la politique de l'Etat liée au développement de l'économie nationale s'adosse sur les micro-entreprises et les start-up, constituant 90% du tissu économique», estime-t-il.

L'autre réforme non négligeable, cite-t-il, étant la transformation de l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes en Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat. Ce dispositif de financement de création des micro-entreprises vise à booster leur nombre à même d'atteindre deux millions d'entités.

## **La dynamique impactée par le retard**

«Cependant, cet objectif bute contre la situation actuelle de l'Anade, laquelle a suspendu le financement des porteurs de projets parmi les diplômés universitaires et de la formation professionnelle», fait-il constater. A en croire ses précisions, les jeunes désirant créer des micro-entreprises «n'ont plus d'alternative pour le financement de leurs projets».

Interrogé sur les raisons de cet état de fait, le responsable explique que la décision est intervenue suite à la fusion des deux départements ministériels, en

l'occurrence ceux des Start-up et des Micro-entreprises. «On attend toujours la restructuration de l'Anade et son financement. Le retard cumulé depuis le mois de septembre dernier pourrait impacter la dynamique qu'a connue le secteur après sa relance en 2020», prévient-il. Dans ce sillage, Zidi plaide pour la relance de l'Anade, tout en appelant à la revue de la nouvelle disposition faisant de cette Agence un dispositif d'accompagnement aux seuls diplômés universitaires étant passés par les centres d'entrepreneuriat (ex-maisons d'entrepreneuriat). «Dans ces conditions, quel sera le sort des diplômés de la formation professionnelle et comment peut-on les insérer dans le marché de l'emploi ?», s'interroge le président de Cefide, précisant que le plus grand nombre des micro-entreprises ont été créées par les diplômés des instituts et centres de la formation professionnelle. Chose que le ministère des Micro-entreprises dément en précisant que l'Anade n'exclut pas les porteurs de projets titulaires d'un diplôme de la formation professionnelles et que les nouveaux critères du financement sont d'ordre économique et managérial.



### **Quand Tebboune et Xi Jinping «partagent le sel» De la route du sel à la route de la soie**

Depuis la nuit des temps, les Hommes ont partout survécu grâce au troc de marchandises lors des échanges commerciaux qu'ils effectuaient entre eux, par route, avant la découverte des voies maritimes. « La route du sel », parmi les plus anciennes en Afrique est aujourd'hui revisitée pour faire jonction avec la toute autre ancienne voie commerciale en Asie, « la route de la soie » réhabilitée par la Chine.

La nouvelle « route du sel » sera au contraire, celle de la vie et de la renaissance. La transsaharienne, grâce à un tronçon autoroutier, est reliée au nouveau port de Cherchell, Hamdania (en cours de réalisation) qui est connecté à « la route de la soie » et figure parmi les projets inscrits sur « la nouvelle route de la soie » ou « la Ceinture et la Route » que la Chine a lancé en 2013 et auquel l'Algérie a adhéré en 2018. Cette infrastructure, véritable pôle de développement intercontinental, va booster l'économie algérienne et celle de tout le continent et surtout désenclaver

les zones sahélo- sahariennes dépourvues d'accès maritime. La connectivité avec « la route de la soie » devrait se réaliser par la liaison de la Méditerranée avec le Golfe de Guinée, ce qui favorisera les échanges sino-africain, car les produits chinois pourront atteindre plus facilement les terres africaines et sahéliennes, ce qui va engendrer une accélération des échanges commerciaux directs entre la première puissance asiatique et l'Afrique, sans avoir besoin de passer par l'Europe. Le port de Cherchell, El Hamdania, (financé sur fonds publics et par un prêt chinois de l'EximBank) sera la porte d'entrée pour la Chine vers l'Afrique et la Méditerranée.



### **Faut-il s'en inquiéter ?**

#### **Baisse des prix du pétrole au 1er semestre 2023**

Les marchés pétroliers ont clôturé la séance de vendredi dernier à 84,99 dollars le baril. La reprise à la hausse observée depuis le début de ce mois de juillet fait suite à la décision prise par plusieurs pays membres de l'Opep+ de réduire leurs productions. Ainsi, l'Arabie saoudite a maintenue la réduction de sa production d'un million de barils de pétrole par jour tout au long de ce mois d'août. Pareil pour la Russie qui a baissée sa production d'un demi-million de barils par jour et l'Algérie avec 20.000 barils par jour. Depuis le début de l'année 2023 les prix du pétrole ont subis une forte érosion. En 2022 et suite aux conséquences de la guerre en Ukraine le prix moyen du baril de pétrole a dépassé, pour la première fois depuis 2015, la barre des cent dollars (100,76 dollars). Cette embellie s'est vite atténuée en ce début d'année 2023 où le prix moyen du baril de pétrole n'a été que 79,77 dollars contre 106,86 dollars durant la même période de 2022.

Ce qui représente une baisse de plus de 25% comparativement au premier semestre de l'année écoulée. Malgré les décisions de réduction de la production prises par les pays membres de l'Opep+, le baril peine à se maintenir au-dessus de 80 dollars. Selon certains analystes les marchés pétroliers s'inquiètent de la persistance des craintes d'un ralentissement de la croissance mondiale entraînant une baisse de la demande en pétrole. Et ceci, même si d'autres sont convaincus que le déséquilibre entre l'offre et la demande va s'accroître durant le second semestre



de 2023. La seconde hypothèse semble se confirmer avec la reprise des marchés qui a vu le baril frôler les 85 dollars vendredi passé. Mais alors quel impact aurait cette baisse des prix sur les équilibres financiers externes de l'Algérie ? En 2022, le prix moyen du Brent a été de 100,76 dollars le baril. Ce prix, considéré comme étant le plus élevé jamais enregistré depuis 2015, a eu des retombées positives sur les équilibres financiers du pays. Les réserves de change qui ne cessaient de fondre depuis 2014 se sont nettement redressées. Elles sont passées de 45,30 milliards de dollars à fin décembre 2021 à 61,7 milliards de dollars à fin décembre 2022. Ce qui a représenté un bond de 16,4 milliards de dollars en l'espace de douze mois. Une hausse qui nous renseigne sur l'importance de l'excédent de la balance des paiements réalisé en 2022.

Concernant ce début d'année 2023 et malgré la baisse des prix du pétrole, les réserves de changes ont poursuivies leurs croissances en enregistrant un nouveau bond de l'ordre de 4,71 milliards de dollars à fin mars 2023. Les réserves sont ainsi passées de 61,7 milliards de dollars à fin décembre 2022 à 66,14 milliards de dollars à fin mars 2023. La consolidation du montant des réserves de change a été réalisée avec un prix moyen du baril de pétrole qui n'a été que de 81,17 dollars seulement durant le premier trimestre de l'année en cours. Constat important : l'Algérie n'a plus besoin d'un prix du baril supérieur à 100 dollars pour réaliser un excédent de sa balance des paiements.



### **Un an après le rachat de l'entreprise par le Fonds National d'Investissement : Que des performances pour Djezzy.**

Un an après le rachat de l'entreprise par le Fonds National d'Investissement : Que des performances pour Djezzy

Selon le communiqué de la société, Djezzy a enregistré des revenus de 2,25 milliards de dinars, soit une hausse de 11% par rapport à la même période en 2022, soit une hausse de 5,5%, par rapport au premier trimestre de cette année,

Djezzy a attribué que cette performance, qui n'a pas été atteinte au cours de la dernière décennie, est le résultat du travail conjoint entre l'institution propriétaire et l'équipe de direction et la promotion de l'esprit de l'affiliation de tous les employés pour atteindre les objectifs fixés par l'entreprise

Dans le même contexte, le nombre de clients a connu une augmentation annuelle de 2,4% pour atteindre 15 millions d'abonnés. Cela indique la confiance que les algériens portent aux services et offres commerciaux pour le client, ainsi que dans les réseaux de troisième et quatrième génération, dont le taux de couverture ne cesse de s'étendre.

Le communiqué indique également que l'utilisation d'Internet a atteint plus de 30%, ce qui confirme la qualité et la rapidité de la connexion Internet pour l'opérateur.

De même, la marge bénéficiaire au deuxième trimestre 2023, avant déduction des intérêts, impôts, dépréciation et amortissement de la dette, s'est élevée à 5,11 milliards de dinars, en hausse à un rythme annuel de 1,13% par rapport au deuxième trimestre 2022, qui confirme les bonnes performances de l'entreprise en termes de croissance des revenus et de contrôle strict des dépenses.

Le volume des investissements s'est élevé à 4,6 milliards de dinars au deuxième trimestre 2023, avec un total de 9,13 milliards de dinars depuis le début de l'année 2023.

L'infrastructure réseau et l'extension de la couverture du réseau 4G, qui s'est élevée à 9,82%, réalisant plus de 10 points, par rapport à la même période en 2022.

Soulignant que l'investissement a permis d'étendre le réseau commercial, grâce à l'ouverture de nouveaux magasins dans les wilayas du sud, coïncidant avec les célébrations de la fête de l'indépendance et de la jeunesse, en présence des représentants du Fonds National d'Investissement (S,F,A) et des autorités locales de Timimoun, Al Meghaier, El Menia, Ouled Djellal, Beni Abbes, Ain Guezzam, Bordj Badji Mokhtar, Ain Salah, Djanet et Illizi.

L'entreprise a évoqué ses engagements et sa contribution en tant qu'entreprise citoyenne dans les opérations de solidarité en faveur de la cohésion sociale et du bien-être.

## **Maroc : les banques islamiques déficitaires**

Le secteur bancaire islamique marocain, constitué de 5 banques islamiques et 3 autres banques ayant des fenêtres islamiques, a affiché un résultat net négatif de -129,3 millions de dirhams (13,2 millions \$), au 31 décembre 2022.

C'est ce que révèle le rapport annuel sur la supervision bancaire, exercice 2022, publié par la Banque centrale du Maroc.

Cette mauvaise performance peut s'expliquer par une hausse de 6%, à 741,1 millions de dirhams, des charges générales d'exploitation du secteur bancaire islamique. Les charges externes ont été les plus importantes avec une progression de 12 % en un an, suivies des charges de personnel qui ont augmenté de 9 %.

Dans ces conditions, le résultat brut d'exploitation agrégé du secteur a atteint -74,3 millions de dirhams, en 2022 contre -175,6 millions de dirhams en 2021 et -321,1 millions de dirhams en 2020.

Le secteur bancaire, à coup d'une série de contre-performances, traduit la fragilité du système financier en général du Royaume chérifien.

La finance islamique qui, dans d'autres pays devient un moyen de capter l'informel, comme est le cas en Algérie, enregistre des revers au Maroc. Une chose est sûre : c'est tout l'appareil économique marocain qui souffre et cherche vainement des solutions.

عبر بيادقها الإعلامية الرامية لزرع الفوضى.. خبراء

لعبة باريس مكشوفة لزعة استقرار إفريقيا والجزائر

أبرز خبراء للإذاعة، الأحد، لجوء فرنسا إلى بيادقها الإعلامية لزرع الفوضى في لعبة باريسية مكشوفة لزعة استقرار القارة الإفريقية وقائدتها الجزائر. في **حصّة** خاصّة بثتها القناة الإذاعية الأولى، وتناولت السقطة الجديدة للإعلام الفرنسي ممثلاً في قناة "فرانس 24"، أبرز الدكتور رابح لعروسي أستاذ العلوم السياسية والعلاقات الدولية، أنّ فرنسا تلجأ إلى بيادقها الإعلامية للتضليل وزرع الفوضى وقذف سهام الحقد والغلّ اتجاه الجزائر وإفريقيا. من جهته، أوضح الدكتور مولاي بومجوط، أستاذ العلوم السياسية والعلاقات الدولية بجامعة البليدة، أنّ القناة تابعة لمجمع فرانس ميديا موند الذي يعدّ الجمعية الأمّ لقناة فرنسا الدولية، هذه الأخيرة لديها أهداف سياسية ترمي إلى زعزعة استقرار الدول العربية خاصة الجزائر. وأضاف: "ليست هذه المرة الأولى التي تنتهجم فيها فرانس 24 على الجزائر، ففي فترة كورونا حاولت تشويه الحقائق وتضخيم الأحداث، والشيء نفسه مارسته في تعاطيها الإعلامي مع ملف حرائق الغابات والذي كان مختلفاً عن الدول الأخرى، حيث حرصت على تقديم أخبار زائفة وكاذبة."

وفي السياق ذاته، أكد، إلياس الباروني، عميد كلية الاقتصاد والعلوم السياسية بجامعة ليبيا، أنّ الدول الإفريقية مطالبة اليوم على اختلاف لغاتها ودياناتها بالتوحد في وجه كل من يحاول طمس هويتها وزرع الفتن وسط شعوبها والتربص بأمنها السياسي والاقتصادي، مشيراً إلى التعويل على قيادة الجزائر للقارة السمراء نحو مستقبل أفضل للأفارقة.

## الشعب

سلامي: الجزائر تسير بخطوات ثابتة نحو الانضمام إلى "بريكس"

تتجه الجزائر بخطوات ثابتة نحو تحقيق هدف الانضمام إلى مجموعة "بريكس"، وذلك من خلال التقدم الذي أحرزته في ملف طلب الالتحاق بهذا التكتل، والذي ينتظر أن يترجم إلى عضوية فعلية تعكس الرؤية الإستراتيجية الجديدة لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، في المسار الاقتصادي، للوصول إلى جزائر منفتحة ومزدهرة اقتصادياً، قادرة على مواجهة التحديات التي يفرضها السياق الإقليمي الراهن.

يرى خبراء اقتصاديون أن طلب الجزائر أن تكون عضواً مساهماً في بنك "بريكس" بمبلغ 1.5 مليار دولار، يعد خطوة هامة يعزز حظوظها في نيل العضوية في المجموعة، وهو ما سيمكنها من حجز وضمان مكانة دولية هامة مع دول كبرى، إلى جانب فتح آفاق جديدة تعود بالفائدة على الاقتصاد الوطني،

مؤكدين أن الجزائر تتوفر على قدرات وشروط كبيرة تمكنها من الانضمام إلى هذا التجمع الاقتصادي الكبير.

من جهته، أوضح الخبير في الشؤون الاقتصادية أبوبكر سلامي لـ"الشعب"، أن جميع المؤشرات تؤكد على قرب تحقيق الجزائر لمساغها في الانضمام لمجموعة "بريكس" التي تضم أبرز الاقتصادات الصاعدة، وتجعل الجزائر رائدة في عدة مجالات، خاصة وأنها تتوفر على الشروط التي تسمح لها بالحاق بهذا التكتل.

وأضاف سلامي أن الجزائر على بعد خطوة من الانضمام إلى "بريكس" ولم يتبق الكثير، وأن وصولها لهذا المسعى سيمكنها من التوجه نحو إطار جديد مبني على شراكات إستراتيجية واعدة مع كبريات الدول، كما أنه يعطي قوة ودفعاً للاقتصاد الوطني ويعزز موقع الجزائر الجيو- إستراتيجي.

وأبرز الخبير الاقتصادي أن البنوك والاستثمارات في مجموعة "بريكس" ستجعل من الجزائر بلداً قويا اقتصاديا وحتى سياسيا، وتسمح بتحقيق العديد من المكاسب في مختلف المجالات وعلى كافة المستويات، مشيراً إلى أهمية ترحيب الدول الكبرى كالصين وروسيا برغبة وطموح الجزائر في الانضمام إلى المجموعة، بالإضافة إلى العلاقات القوية التي تجمعها مع هذه الدول.

وأفاد - في السياق - إن الدعم الذي تتلقاه الجزائر من الدول الأعضاء في مجموعة "بريكس"، من شأنه أن يساهم في تعزيز قوتها على الصعيدين الإقليمي والدولي، وسيمكنها من الاستفادة من عدة مكتسبات بينها تعزيز الشراكات الاقتصادية وزيادة فرص الاستثمار مع هذه الدول في إطار المصلحة المتبادلة، متوقفاً قرب انضمام الجزائر إلى المجموعة نظراً لتلقيها الدعم والترحيب من قبل أهم أعضاء "بريكس" في انتظار الموافقة ونيل العضوية وترسيمها.

وينافس بنك مجموعة "بريكس" البنك العالمي لتحقيق عالم متساو وعادل، خاصة لفائدة الدول النامية، باعتباره مؤسسة ذات أسهم بقيمة 100 مليار دولار، وهدفه المساهمة في النمو والتنمية كفضاء أكبر وأوسع، يوفر فرصاً جديدة للاستثمارات العمومية والخاصة، إذ أن 50 بالمائة منها مساهمات من الدول المنخرطة فيه، والباقي تعود لدول غير عضوة في المجموعة.

وسيطرح ملف الجزائر على طاولة مجموعة "بريكس" شهر أوت المقبل للمناقشة والدراسة وستكون الجزائر ضيف شرف، في الوقت الذي تتجه فيه الأنظار إلى هذا الاجتماع الذي سيفصل فيه انضمام الجزائر لهذا التكتل الذي يضم كلا من روسيا، الصين، البرازيل، الهند وجنوب إفريقيا.



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



@MFinancesdz



MFINANCES CHANNEL وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger